

ETUDE DE MM<sup>es</sup>

DE DARDEL, MOUTINOT, SCHMID, BARONE, FERRAZINO & DEFERNE

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

Jean-Nils de Dardel  
Laurent Moutinot  
Jean-Bernard Schmid  
Anne-Marie Barone  
Christian Ferrazino  
Olivier Deferne  
Avocate stagiaire.  
Valérie Rossi-Bertoni

CHAMBRE D'ACCUSATION  
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE  
Palais de Justice  
Place du Bourg-de-Four

1204 GENEVE

CCP 12-11894 ND/sf  
Téléphone (022) 21 53 03  
21 36 97

1204 Genève, le 9 février 1987  
20, Promenade Saint-Antoine (Entrée rue Maurice 2)

Mesdames et Messieurs les Juges,

Au nom et pour le compte de Madame Sylvie KRISTOF-HALLER, parite civile, je déclare recourir contre la décision du juge d'instruction du 3 février 1987, reçue le 4 février 1987, de communiquer à Monsieur le Procureur général la procédure PP 2018/80, ouverte à la suite du décès de Monsieur Alain URBAN.

- I. Le juge d'instruction, au début de l'enquête s'est fait remettre le dossier médical, qui a été placé sous scellés ; après la désignation des experts, le juge a remis le dossier médical aux experts. Vraisemblablement, ce dossier médical a été, après l'expertise, remis au juge d'instruction, puis re-placé sous scellés.

En tout état de cause, le juge d'instruction (ou plus exactement les juges d'instruction qui se sont succédés) n'a (n'ont) jamais pris connaissance du dossier médical.

Or, il est établi -quelle que soit la cause de la mort- que Monsieur Alain URBAN est mort des suites du traitement médical qu'il a subi. En effet, ou bien comme l'affirme le professeur BERNHEIM, la mort est consécutive à une pneumonie associée aux barbituriques, ou bien comme l'affirment les trois experts, il y a eu arrêt cardiaque causé par l'action directe des phénotiazines sur le coeur.

- II. La thèse centrale de l'expertise est que Monsieur Alain URBAN était atteint de catatonie maligne et que le traitement prescrit (cure de sommeil ou cure crépusculaire) était inévitable, car toute autre solution aurait conduit nécessairement à la mort du patient par épuisement.

Or la dernière audience du juge d'instruction, le professeur ERNST a expliqué que la catatonie maligne était un état de schizophrénie agitée, menant le patient à la mort par épuisement physique.

La recourante conteste formellement qu'Alain URBAN ait été, lors de la prescription de la cure de sommeil, dans un état d'agitation menant à l'épuisement mortel.

Or, les experts ont admis cette constatation pré-tendue d'extrême agitation, précisément sur la base du dossier médical.

- III. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, un traitement médical susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique (a fortiori à la vie) du patient est punissable, au plan pénal, s'il est administré sans le consentement éclairé du patient (ATF 99 IV 208).

Or, le rapport d'expertise prétend à tort qu'Alain URBAN aurait finalement accepté la cure de sommeil, parce qu'il n'existait pas d'autre issue.

D'autres éléments indiquent que le patient a refusé le traitement mortel (refus initial ; le patient est long à s'endormir : il lutte contre les médicaments).

Sur ce point essentiel également, le dossier médical lui-même contient les éléments sur lesquels les experts fondent leurs constatations prétendues.

- IV. Le juge -qu'il s'agisse du juge d'instruction ou du juge du fond- n'est évidemment pas lié par une expertise. Plus particulièrement, l'art 118 al 1 CPP oblige le juge d'instruction à réunir les preuves, notamment les pièces à conviction permettant d'établir la vérité.

Or, s'agissant d'un traitement médical ayant conduit à un décès, le dossier médical et infirmier constitue manifestement une pièce à conviction, dont le juge a l'obligation de prendre connaissance, ne serait-ce que pour vérifier le travail des experts.

Dans la mesure où le juge d'instruction, comme dans la présente affaire, n'a pas pris connaissance du dossier médical et infirmier, il ne peut pas apprécier le travail des experts et en conséquence, les faits que ces derniers prétendent établis.

Le juge d'instruction ne peut donc pas considérer, dans la présente affaire, l'instruction comme terminée, s'il n'a pas confronté les affirmations du dossier médical et infirmier, avec celles des experts.

- V. Enfin, tant en ce qui concerne l'état d'agitation du patient qu'en ce qui concerne le consentement ou l'absence de consentement du patient, ou traitement prescrit, il incombait manifestement au juge d'identifier tous les membres du personnel médical et infirmier ayant suivi le patient et les entendre comme témoins.

Par ces motifs,

**PLAISE A LA CHAMBRE D'ACCUSATION**

Annuler et mettre à néant la décision du juge d'instruction du 3 février 1987, reçu le 4 février 1987.

Retourner le dossier PP 2018/80 au juge d'instruction.

Ordonner le dépôt au dossier pénal du dossier médical et infirmier de la Clinique Bel-Air.

Ordonner au juge d'instruction de prendre connaissance du dossier médical et infirmier.

Ordonner au juge d'instruction d'identifier les membres du personnel médical et infirmier, qui ont suivi Alain URBAN, et de les entendre comme témoins.

Nils de DARDEL,  
avocat



Annexe : -copie décision du 3 février 1987